

Stellantis boucle sa première année d'existence avec un énorme bénéfice

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour à l'instant

Le groupe automobile, né début 2021 de la fusion de Peugeot-Citroën et Fiat-Chrysler, a publié mercredi un bénéfice net de 13,4 milliards d'euros en 2021.

Stellantis a enregistré d'énormes profits en 2021 pour sa première année d'existence en multipliant les synergies et en augmentant ses prix, malgré des ventes freinées par la crise des semi-conducteurs. Le groupe automobile, né de la fusion en janvier 2021 des constructeurs français Peugeot-Citroën (PSA) et italo-américain Fiat Chrysler (FCA), a publié mercredi un bénéfice net de 13,4 milliards d'euros en 2021, malgré une production en baisse de 1,6 million de voitures en raison de la pénurie de puces électroniques.

Le marché saluait la publication si bien que l'action de Stellantis bondissait de près de 5% vers 09H45 à la Bourse de Paris. Sur un marché automobile mondial au ralenti, Stellantis a enregistré un chiffre d'affaire de 152 milliards d'euros, en hausse de 14% par rapport aux données cumulées des deux groupes en 2020. Ces résultats rares dans le secteur, avec une marge opérationnelle de 11,8% contre 10% prévu, ont été *«boostés par l'accélération des synergies liées à la fusion et la réalisation de performances commerciales solides, et tirés par une focalisation sur la vitesse d'exécution depuis la naissance de la nouvelle entreprise»*, a indiqué le groupe dans un communiqué.

En Europe, son principal marché, les ventes ont baissé de 3% à 2,8 millions d'exemplaires, mais le chiffre d'affaires a augmenté de 5%, notamment grâce aux voitures hybrides et électriques, vendues plus cher. En Amérique du Nord, les ventes ont baissé de 2% à 1,8 million d'exemplaires et le chiffre d'affaires a rebondi de 15%, avec de bons résultats pour les SUV Jeep et les pickups Ram. *«Les résultats record d'aujourd'hui prouvent que Stellantis est bien placée pour réaliser des performances solides, même dans les environnements de marché les plus incertains»*, s'est félicité le directeur général du groupe Carlos Tavares.

Le conseil d'administration va proposer le versement d'un dividende de 1,05 euro par action, soit 3,3 milliards d'euros. 1,9 milliard d'euros vont également être redistribués à ses 300.000 salariés à travers le monde (+70% sur un an). Comme de nombreux industriels, outre les pénuries de semi-conducteurs, le groupe a dû affronter en 2021 l'inflation des prix des matières premières (acier, aluminium, cuivre, plastiques). *«Nous allons continuer de les combattre avec des mesures d'efficacité et des hausses de prix»*, a indiqué le directeur financier du groupe, Richard Palmer, lors d'un appel avec des journalistes.

Une marge «à deux chiffres» en 2022 ?

Le groupe a également initié une réorganisation de ses effectifs, avec près de 4.000 départs volontaires annoncés en France par exemple. Richard Palmer a précisé qu'il n'était que très peu exposé à la crise russo-ukrainienne, avec de faibles volumes de ventes dans la zone, mais qu'il pourrait être concerné par les conséquences économiques plus larges de la crise. «*Nous considérons que la tendance (liée à l'approvisionnement en semi-conducteurs) devrait s'améliorer lentement en 2022, mais il y a d'autres problèmes logistiques dus à la complexité du monde en ce moment*», a résumé Richard Palmer.

Stellantis prévoit pour 2022 un léger rebond du marché automobile mondial et une marge opérationnelle «à deux chiffres». Carlos Tavares doit présenter le 1er mars son plan stratégique pour Stellantis, avec notamment ses projets pour la Chine, premier marché mondial, où les marques de Stellantis ont enchaîné les échecs. Le groupe compte investir 30 milliards d'euros d'ici 2025 dans son électrification et dans ses logiciels pour se transformer en «*une tech company leader de la mobilité durable*». La construction de trois usines de batteries est prévue en France, en Allemagne et en Italie.

En connectant tous ses véhicules, le constructeur franco-italo-américain prévoit également de réaliser 4 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an dans ces nouveaux services d'ici 2026, contre 400 millions d'euros aujourd'hui.